

INTERVENTION DE  
MONSIEUR PIERRE MAUROY

XXème anniversaire de  
l'Institut Régional d'Administration

Vendredi 29 juin 1990

*Nicolas Durafour*

X Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de la Fonction  
Publique et des Réformes Administratives,

---

Monsieur le Président du Conseil Général du Nord,

Monsieur le Préfet,

Monsieur le Président du Conseil d'Administration,

Monsieur le Directeur,

Mesdames et Messieurs,

Le 13 juillet 1984, j'avais l'honneur et le plaisir, en ma double qualité de Premier Ministre et de Maire de Lille, d'inaugurer les locaux de l'Institut Régional d'Administration de Lille dans lesquels nous nous retrouvons aujourd'hui.

La réforme des Instituts Régionaux d'Administration, que j'avais alors présentée devant vous, était inspirée par le désir de permettre aux Instituts Régionaux d'Administration de consacrer leur énergie à la formation continue des fonctionnaires et de jouer un rôle de premier plan dans le renouveau de la Fonction publique.

Trois principes majeurs guidaient cette réforme :

- faire que les Instituts Régionaux d'administration soient des écoles de formation de tous les fonctionnaires d'Etat de catégorie A, autres que ceux formés par l'Ecole Nationale d'Administration,

- accroître le caractère pratique de cette formation, en multipliant les stages au sein des administrations d'Etat et des Collectivités locales,

- faire participer les Instituts Régionaux d'Administration à la mise en oeuvre de notre volonté de décentraliser, et vous savez quelle importance j'accorde à la décentralisation.

Aujourd'hui, je crois pouvoir affirmer que cette réforme était fondamentale. Elle a, en effet, permis aux Instituts Régionaux d'Administration de prendre toute leur place dans le renouveau de la Fonction publique d'Etat.

Je ne formulerai qu'un regret, c'est de n'être pas parvenu à inclure dans cette réforme la création de formations communes à la fonction publique d'Etat et à la Fonction publique territoriale, ainsi que de meilleures procédures d'échange entre ces deux corps.

Je pense que ces propositions sont toujours d'actualité et qu'elles contribueraient à renforcer encore le fonctionnement et la qualité de notre administration.

Car il est vrai que la France a de la chance d'avoir une fonction publique admirée partout dans le monde. Cette grande qualité sert de référence dans bien d'autres pays. Pourtant, ces dernières années, nous avons pu observer un développement des attaques contre la Fonction publique et le Service public. Ces critiques ne méritent pour réponse que l'évocation du talent et du dévouement quotidien de la plupart de ceux qui travaillent au service de la collectivité.

Les Instituts Régionaux d'Administration contribuent largement à l'apprentissage de ces qualités.

Parmi ceux-ci, l'Institut Régional d'Administration de Lille tient une place toute



particulière. En effet, il est le premier à avoir été créé, le 2 juillet 1970, avant ceux de Lyon, Nantes, Metz et Bastia. Il s'agissait alors de réaliser une meilleure répartition géographique dans le recrutement des personnels administratifs de catégorie A et de faciliter ainsi les affectations dans les provinces d'origine.


Le choix prioritaire de Lille comme premier Institut Régional d'Administration était justifié par la volonté de répondre aux problèmes de reconversion industrielle et pour combler un grave déficit en nombre et en formation des personnels d'encadrement administratif.

Je pense que l'Institut Régional d'Administration de Lille, sous la direction de Monsieur Philippe GEORGES (que je salue), s'est montré tout à fait à la hauteur de sa tâche, en formant et en mettant à la disposition des Administrations d'Etat et parfois des Collectivités Territoriales des fonctionnaires d'une grande qualité.

*↓ Vap'loip*  
*x Beauv*  
*Moul Los de Calais*  
*Indice de*  
*dispositif*  
*E*

Il faut savoir qu'en 20 ans, 1.900 élèves ont été formés par l'Institut, 1.900 fonctionnaires de catégorie A, dont une partie non négligeable exerce sur le territoire de notre région et concourt ainsi à son renouveau.

C'est parce-que notre région va encore beaucoup changer dans les années qui viennent, qu'il nous faut réaffirmer sans cesse la nécessité pour l'Etat et ses fonctionnaires d'accompagner, mais surtout de devancer les mutations profondes qui s'engagent.



La construction européenne représente un défi immédiat pour toutes les administrations. En juillet 1988, Monsieur Jacques DELORS exposait, devant le Parlement Européen que, dans 10 ans, une part dominante de la législation économique, fiscale et sociale des Etats membres de la CEE sera d'origine communautaire d'où une collaboration indispensable entre la Communauté et les Administrations nationales.

Cette dimension européenne est l'objet de notre attention et de notre réflexion constante, elle est un facteur déterminant de notre développement, et tout spécialement pour notre Métropole et notre Région.

Je sais que pour l'Institut Régional d'Administration de Lille, cette dimension est, en permanence, présente à l'esprit de son équipe dirigeante et il est significatif que le voyage d'étude de la vingtième promotion se déroule à La Haye.

Pour que la Fonction publique accompagne, et parfois même précède, les mutations sociales, économiques et morales, elle ne peut être cloisonnée. D'ailleurs, l'année de formation dispensée par l'Institut Régional d'Administration voit se succéder, dans un échange très riche, l'enseignement à l'Institut et des périodes de stage.

C'est ainsi, par exemple, que la Marie de Lille a accueilli plusieurs stagiaires et que des praticiens



territoriaux des Collectivités locales interviennent régulièrement au sein de l'Institut, afin d'apporter leur expérience des problèmes concrets.

La composition du Conseil d'Administration de l'Institut Régional d'Administration de Lille, dont je salue le Président Monsieur Hervé SERIEYX, est significative de cette volonté d'échange au plan local. On y retrouve des représentants des administrations d'Etat, mais également les Présidents du Conseil Régional et du Conseil Général et le Maire de Lille.

Je pense que la création d'un Institut d'Etudes Politiques à Lille devrait permettre à l'Institut Régional d'Administration de tisser des nouveaux liens et établir des échanges complémentaires avec d'autres formations.

Enfin, l'Institut Régional d'Administration participe à l'évolution du fonctionnement de la Fonction publique. Le cadre d'administration tend, de plus en plus, à devenir un manager qui mobilise les



moyens dont il dispose, notamment les moyens humains, dans une perspective dynamique du Service public.

Monsieur le Ministre d'Etat, Mesdames et Messieurs, le travail accompli depuis 20 ans est considérable. Nul n'a ménagé ses efforts. L'Institut Régional d'Administration a su apporter largement sa part au développement et au devenir de la Région Nord-Pas-de-Calais.

Cet effort ne doit pas se relâcher, car les enjeux des prochaines années sont primordiaux pour notre ville, notre Métropole et notre région, mais aussi pour la collectivité nationale toute entière. Je sais que, tous ici, nous sommes déterminés, chacun dans nos domaines respectifs, à oeuvrer pour atteindre cet idéal de qualité qui doit caractériser le Service public



# M. Michel Durafour, ministre de la Fonction publique, a célébré les 20 ans de l'I.R.A. de Lille



Le ministre de la Fonction publique et des réformes administratives, M. Michel Durafour, est venu à Lille célébrer vendredi après-midi, le vingtième anniversaire de l'I.R.A. de Lille, l'un des cinq instituts régionaux de France créés au cours des vingt dernières années à Lyon, Nantes, Metz, Bastia et Lille.

Ces instituts ont été créés

pour contribuer au recrutement des fonctionnaires de l'Etat de catégorie A. Ils forment en un an des attachés qui se retrouvent à l'issue de leurs études, juste en dessous des hauts fonctionnaires qui passent par la voie de l'E.N.A.

L'I.R.A. de Lille, fondé le 2 juillet 1970, est le premier à avoir été créé, et ce pour plu-

sieurs raisons : le Nord-Pas-de-Calais se trouvait confronté au difficile problème de la reconversion industrielle ; il constituait aussi l'une des régions les plus sous-administrées de France.

Il recrute ses élèves au moyen d'un concours national ouvert aux étudiants titulaires d'une licence (bac + 3) et aux fonctionnaires et agents publics ayant au moins quatre années de service public.

Originalités de l'I.R.A. de Lille : il forme à la fois des "généralistes" appelés à s'insérer dans l'ensemble des administrations, qu'ils choisissent en fonction d'un classement de fin d'études. Il forme aussi des analystes dont la formation, d'une durée de 18 mois est basée notamment sur l'informatique.

## Près de deux mille "anciens"

Au cours de ces deux décennies, l'I.R.A. de Lille a formé près de 1900 fonctionnaires de catégorie A.

En célébrant ce vingtième anniversaire, vendredi, M. Durafour a souligné la double contribution de cet établissement, en formation initiale et en formation continue. Une mission particulièrement importante de formation permanente alors que

les conditions d'exercice se complexifient et nécessitent des remises à jour. Le ministre s'est félicité de voir les I.R.A. s'engager dans la voie du renouveau du service public et d'en être le levier, en introduisant de nouveaux types de formations telles que la gestion des ressources humaines. "Toutes les écoles administratives seront appelées à dispenser un module de quinze jours minimum en formation initiale et des formations lourdes de six mois en formation permanente destinées à des responsables, des sous-directeurs ou des chefs de services extérieurs" a expliqué M. Durafour. Sur ce domaine de la gestion des ressources humaines, des groupements d'intérêts publics seront créés avec les universités afin de répondre au vœu du Premier ministre : "passer d'une logique d'obéissance à une logique de responsabilité".

Répondant aux vœux émis par MM. Derosier, président du Conseil général du Nord, et par M. Mauroy, maire de Lille, le ministre a par ailleurs laissé entendre qu'il s'attacherait dans l'avenir à trouver des "passerelles" entre les trois fonctions publiques d'Etat, territoriale et hospitalière. Un dialogue sera engagé à ce propos avec les organisations syndicales.

UDN

30 juin 90